



Adaptation sous fortes contraintes environnementales des nomades de Djibouti

Moustapha Nour Ayeh, Ismaël Abdillahi Guirreh

Université de Djibouti.

Contact : moustapha_nour_ayeh@univ.edu.dj et
ismael_abdillahi_guirreh@univ.edu.dj

Résumé

Dans la République de Djibouti (Afrique de l'Est), le pastoralisme, majoritaire à la création du pays (à la fin du XIX^{ème} siècle), a largement reculé. Il concerne maintenant moins d'un quart du million d'habitants du pays. Ce mode de vie est remis en cause par des mutations qui ne sont pas seulement dues aux vagues de sécheresse qui affectent régulièrement la Corne de l'Afrique. Le présent article s'intéresse aux populations qui se considèrent encore nomades et à leur adaptation aux effets d'une aridité structurelle et en aggravation. Pour cela, une enquête a été menée auprès de 107 ménages nomades dans trois régions du sud du pays. Les résultats de l'enquête révèlent que, dans une large mesure, la résilience nomade est fortement amoindrie par la régression progressive des systèmes de production. Leur survie dépend donc complètement de leur insertion dans l'économie urbaine. Même si l'impact des villes sur les nomades est ancien, nous montrons que désormais ces populations sont entièrement sous la dépendance des acteurs de la ville, même si pour l'instant elles s'opposent à leur transition urbaine.

Mots clés : Djibouti, environnement, nomade, vulnérabilité

Introduction

La Corne de l'Afrique s'est forgée dans l'histoire contemporaine l'image d'une région fragile souvent en proie aux crises politiques, mais aussi aux catastrophes naturelles (Omar Ali, 2018). En février 2022, puis en août de la même année, le Programme Alimentaire Mondial alerte sur le risque élevé de famine dans cette région. Cette crise est la énième d'une série de catastrophes du même genre qui ont parsemé l'histoire récente de la région (2000, 2006, 2011, 2015, 2017, 2022).

La pire crise est sans nul doute celle de 2011. Cette sécheresse a été présentée comme un épisode paroxystique d'une vague récurrente de crises climatiques. La conséquence directe de celle de 2011, pour la région, reste une des pires famines du début de ce siècle.

Si l'épicentre a été le sud de la Somalie, en bonne partie à cause des multiples guerres qui ont déstructuré ce pays, la sécheresse s'est vite répandue dans l'ensemble des pays de la région, y compris ceux loués pour leur stabilité (Kenya et Ouganda). Cela explique l'ampleur de la crise humanitaire qui s'en est suivie. Plus de treize millions de personnes, dans cette région, ont eu besoin d'assistance alimentaire, avant tout dans les campagnes mêmes si les villes n'ont pas été épargnées (Langlois, 2014). La famine a été particulièrement meurtrière, et près de 258 000 décès ont été dénombrés rien qu'en Somalie (Checchi et Robinson, 2013).

Djibouti n'a pas échappé à la sécheresse de 2011. Un total de 128 000 personnes a été touché et avait besoin d'assistance alimentaire, surtout en milieu rural. La recherche que nous menons sur l'impact du réchauffement climatique sur la République de Djibouti, pays structurellement aride, s'inscrit dans une compréhension globale de

l'impact des bouleversements environnementaux sur les populations nomades de Djibouti. Ces changements climatiques ont été étudiés et quantifiés. L'on note une raréfaction des précipitations parallèlement à une augmentation avérée certaine des températures (Ozer et Ayan, 2013). Cette hausse des températures rend de plus en plus rude le climat de Djibouti pour la survie des populations (Nour Ayeh et Ali Sougueh, 2017).

Ces populations semblent être de plus en plus touchées par des sécheresses qu'elles avaient appris à apprivoiser depuis longtemps, par l'adoption d'un élevage très extensif basé sur les camélidés et les petits ruminants. Les études sur les effets des sécheresses récentes signalées sont rares et parcellaires. Les sources anciennes décrivent un monde à l'agonie (Découcras, 1987 ; Godet et Guedda, 1984). Daher (2014) et Bouh (2018) dépeignent un monde toujours présent et en situation difficile. S'intéressant spécifiquement aux populations rurales de Dikhil, Daher (2014) note leur vulnérabilité excessive qui résulte de l'accumulation de plusieurs facteurs, dont la baisse de la transhumance et des savoirs ancestraux, situation qu'aggravent les facteurs environnementaux.

D'ailleurs cet auteur fait un constat intéressant. Les populations qui sont réellement restées nomades sont plus résilientes que celles qui ont limité la transhumance.

La question fondamentale à dégager est de connaître si les stratégies traditionnelles basées sur la gestion des pâturages et de longues transhumances sont toujours d'actualité ou sont devenues inopérantes. Pour répondre à cette question, il faut des entretiens directs et structurés avec ces populations. C'est exactement l'objectif de la présente étude.

Méthodologie

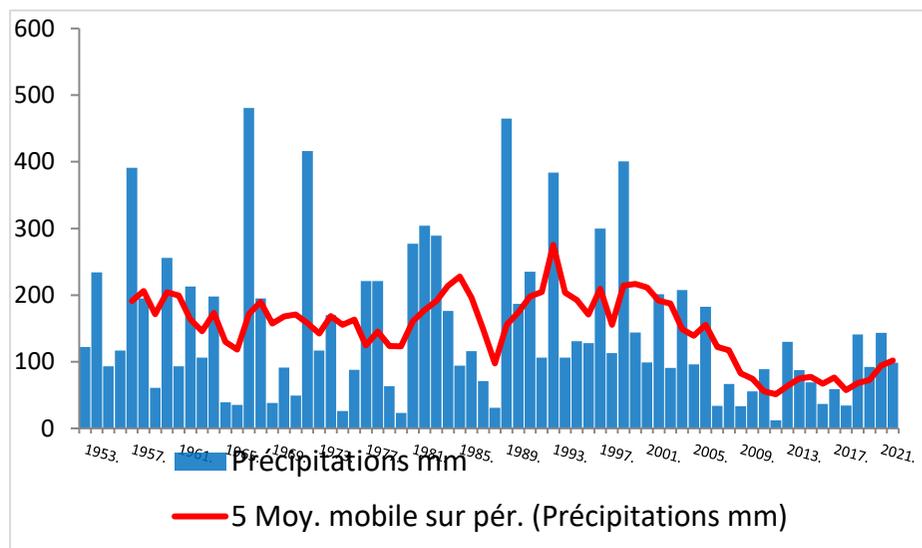
La zone d'étude : le sud de Djibouti

La zone d'étude se situe au sud de la République de Djibouti et elle s'étend sur un millier de km² à cheval sur trois régions du pays. Les paysages sont d'une grande aridité (Photo 1) avec quelques acacias épars surtout près des oueds. Il y a juste une opposition morphologique entre les plaines et les zones montagneuses qui les encadrent.

Le climat est déjà classé parmi les déserts chauds (*BWh* dans la classification de Koppen). Nous pourrions penser qu'une zone déjà aride ne peut pas s'assécher davantage. Et pourtant, deux tendances climatiques accentuent l'aridité. D'abord, la température moyenne s'est accrue depuis les années 1960. Sur une soixantaine d'années, la température moyenne a augmenté de 1,46°C (Nour Ayeh, 2019). Tant les températures minimales que les températures maximales ont connu cette même tendance.

Ensuite, le niveau général des précipitations a régulièrement régressé surtout depuis l'an 2000 (Figure 1). De 1953 à nos jours, la moyenne annuelle des précipitations se situe à 149 mm. Durant la période 2000-2022, la moyenne chute à 93 mm. Les montagnes, relativement plus humides, subissent aussi ce phénomène. Comme tout milieu aride, le régime de précipitations est marqué par une extrême variabilité (11 mm seulement en 2012, mais 481 mm en 1967). Non seulement les précipitations déclinent, mais elles engendrent des phénomènes extrêmes. L'aridité est désormais parsemée de pluies violentes dans l'ensemble de la région (Hoyt et al., 2022).

Figure 1. Évolution des précipitations à Djibouti 1953-2020



Source : données de l'Agence Nationale de la Météorologie, Station de Djibouti aéroport

Photo 1. Paysage du sud de la République de Djibouti



Photo à l'est de la région de Dikhil, janvier 2022

Le pays abrite 167502 habitants dans les zones rurales, soit 15 % de la population totale (RGPH, 2024). Cette population a décliné depuis le recensement de 2009, où elle était forte de 291 000 personnes, soit 42% de moins, alors que dans ces mêmes recensements, la population totale s'est accrue de 30%.

Dans un pays fortement urbanisé, les régions de l'enquête (Ali-Sabieh, Dikhil et Arta) sont pourtant dominées par les populations rurales. Pourtant, une bonne partie de cette population rurale n'est plus totalement nomade. Selon un rapport de la JICA (2014) : « 37 % des ménages sont sédentaires ; 53 % sont semi-sédentarisés et 10 % sont nomades ». Ils sont passés dans la typologie de Bonfiglioli (1990) à une forme de pastoralisme d'attente ou de passage, qui se perpétue pourtant.

Tableau 1. Population rurale des régions du sud de Djibouti

Régions	Ali-Sabieh	Dikhil	Arta
Population rurale totale	31632	38818	3770
% de la population régionale	43,3	59	78,1

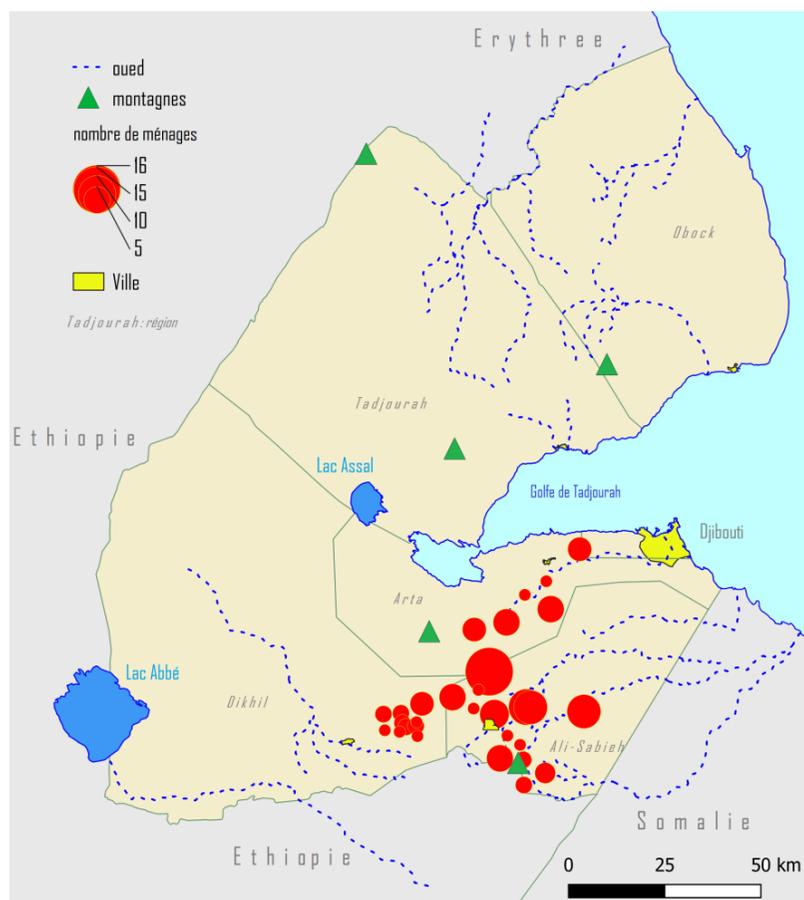
Source : Recensement général de la population, 2024

Construction, test et déploiement de l'enquête

La seule manière d'appréhender les mutations en cours dans ces espaces ruraux est de mener des entretiens directs avec les nomades qui les parcourent. Au total, 107 ménages ont été touchés dans cette étude, ce qui représente, en se basant sur la moyenne de la taille des ménages, plus de 600 personnes. Spatialement, la région d'Ali-Sabieh comptabilise 60,5 % des ménages de l'enquête, Dikhil 21,5 % et Arta 18 % (Figure 2). La fiche enquête était constituée de 46 questions, directement posées aux différents ménages. Ces questions se répartissent en trois rubriques :

- Les questions concernant les données démographiques (nombre de membres, structure par âges, etc.) ;
- Celles qui s'intéressent aux caractéristiques socio-économiques des ménages (source de revenus, relations à la ville, etc.) ;
- Celles qui visent à cerner les réponses des populations face à la variabilité du climat (type de transhumance, gestion des risques).

Figure 2. Répartition spatiale des populations de l'enquête (Djibouti)



Source : enquête auprès des populations nomades (2021-2022).

Les premières questions portaient sur le cheptel et son évolution sur les décennies passées, c'est-à-dire les dix à vingt dernières années. Cette imprécision était voulue pour tenir du fait que les repères temporels sont

plus difficiles à établir en milieu rural. Dans la campagne, les saisons de pluies servent plutôt à mesurer le temps long. Et avec la rareté des pluies, ce système est moins opérant.

Une phase de test du questionnaire a été menée dans la région d'Ali-Sabieh en juin 2021, sur un échantillon de 36 ménages. Le choix d'Ali-Sabieh se justifie par deux raisons. D'abord, elle est assez éloignée de la ville Djibouti (à 100 km en moyenne par la route), par rapport à Arta qui en est limitrophe. On espérait ainsi réduire au plus l'influence de la capitale.

La seconde phase a été le déploiement de l'enquête sur l'ensemble des régions du sud de la République. Cette seconde phase s'est déroulée en janvier 2022. Le travail d'enquête dans les régions sélectionnées a donc duré six jours.

Adaptation traditionnelle des nomades à la sécheresse

Pour étudier les stratégies d'adaptation des nomades face à l'amplification du manque d'eau dû au changement climatique, il faut d'abord recenser les stratégies traditionnelles mises en place par ces populations pour faire face à un environnement difficile. En effet, le milieu physique pose deux défis aux nomades de cette République.

Le premier est saisonnier. Dans la zone d'étude, il y a deux saisons contrastées, du point de vue thermique et non hydrique. La saison chaude centrée sur l'été, est très sèche sur pratiquement l'ensemble du territoire, quoique quelques rares orages puissent éclater surtout dans la partie ouest. La saison fraîche à partir d'octobre s'accompagne de rares pluies d'est. Le climat n'est donc pas un climat tropical classique dans la zone d'étude. Pour répondre à cette variabilité saisonnière prévisible, les

populations nomades ne venaient en territoire djiboutien qu'en saison fraîche. Dès que la saison chaude s'annonçait, elles entamaient une transhumance longue de 200 à 400 km vers l'Éthiopie et pour certaines vers la Somalie (Mohamed, 2006). « *Dans la majorité des cas, la transhumance est l'objet d'accords réciproques traditionnels* » (César, 1994) entre les pasteurs. Ces transhumances expliquent l'importance des camélidés qui représentaient jusqu'à 20% du cheptel (Godet et Guedda, 1984). Il s'agissait donc de « parfaits » nomades au sens que ce sont « *des éleveurs exclusifs, qui ne cultivent rien et dépendent uniquement de la vente ou de l'échange d'animaux et de leurs produits pour se procurer des denrées alimentaires* » (Bourn, 2013).

Le second défi était constitué par la sécheresse soudaine par essence imprévisible. Si la gestion raisonnée des pâturages (Godet et Guedda, 1984) était un atout, la sécheresse est par définition imprévisible. Des éclaireurs étaient envoyés pour repérer les zones possibles de transhumance avant tout déplacement. Cependant, avec l'intrusion de la modernité symbolisée par les foyers urbains, « *les familles se rapprochent de la ville et cherchent à y installer un des leurs, pour avoir un complément de revenu* » (Découdras, 1987). Après ce bref aperçu des dynamiques antérieures des zones nomades de notre territoire, l'apport de notre recherche est à développer.

Résultats

La crise des systèmes productifs traditionnels

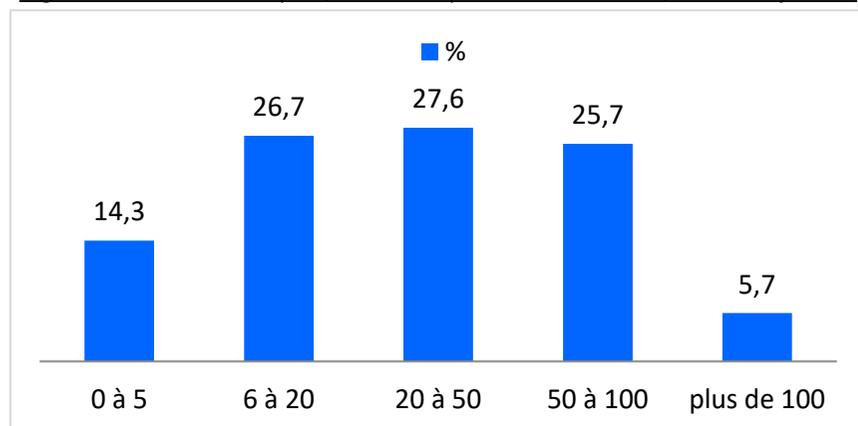
Le déclin du cheptel

Presque unanimement (92 %), les populations disent avoir constaté une baisse des effectifs animaux élevés. Et seulement 3 % pensent le contraire. Cette évolution est due à la récurrence des sécheresses pour 95 % des populations interrogées ; 5% ne se prononcent pas sur les causes de cette évolution.

Pourtant, les pasteurs avaient déjà sélectionné les petits ruminants (surtout des chèvres), beaucoup plus résistants dans ces milieux arides. Ces espèces, dans notre enquête, représentent 80% du cheptel. Les bovins sont inexistantes et les camélidés bien marginaux. Ces derniers représentent 2 % du cheptel de notre échantillon, très loin de la proportion de 20% constatée dans les années 1980 (Godet et Guedda, 1984). Cette disparition des dromadaires est lourde de sens dans la mobilité des nomades, et nous allons y revenir dans la suite de l'article.

Les campements du sud de la région, qui sont aussi les plus éloignés des villages et villes, ont les cheptels les plus importants (supérieurs à 100 têtes et même à 200). Ces campements sont plus indépendants de la ville. On en déduit que les ménages les plus fragilisés par les sécheresses se rapprochent donc des lieux de vie : villes, villages, routes. Certains éleveurs affirment qu'ils nourrissent, avec du sorgho récupéré en ville, les bêtes lorsque la sécheresse est trop forte. À ces moments-là, le cheptel entre en concurrence pour l'alimentation avec les humains.

Figure 3. Taille du cheptel, toutes espèces confondues, sud de Djibouti



Source : données de l'enquête (2021-2022)

Un cheptel affaibli

Le cheptel restant n'est pas en bon état tant nutritionnel que sanitaire. Lors de notre enquête, une infection pulmonaire mortelle sévissait chez les caprins. Est-ce que les services vétérinaires sont venus ? Est-ce qu'ils ont été alertés ? Nous n'avons recueilli que des réponses négatives. Cette infection est nouvelle puisque les pasteurs ne la connaissaient pas. Nous la retrouvons dans la région d'Arta et aussi dans celle d'Ali-Sabieh, mais pas à Dikhil, même si les éleveurs de cette dernière région en ont eu vent.

Dans une enquête de 2011-2012 sur l'ensemble du pays à l'exception d'Ali-Sabieh, un accès difficile aux services sanitaires est pointé, avec 95 % des éleveurs qui n'ont pas vu des services vétérinaires (Alawan Isse, 2012). Cette observation est vérifiée dans cette enquête. Dans les régions d'Arta, Dikhil et Ali-Sabieh, particulièrement celle de Dikhil, les nomades affirment que les services vétérinaires publics dispensent moins de soins au cheptel.

D'ailleurs, comme confirmation, le site web de la direction de l'élevage ne recensait aucune action récente de ce genre.

Les nomades manquent d'informations sur le type de maladie. Ils ont pourtant appris à soigner eux-mêmes leurs bêtes avec les produits vétérinaires de la ville, dans un apprentissage très empirique. Le produit, le plus souvent utilisé, est un insecticide (cyperméthrine, appelé *Dhib* en somali) avec lequel ils essaient de lutter contre les parasites cutanés. Ils ne connaissent pas réellement ni les indications ni la toxicité de ce produit. Ils savent juste que le produit est efficace contre les parasites de la peau. Mais ce traitement est évidemment sans effet sur les affections respiratoires qui sévissaient lors de notre passage. Faute de moyens, des familles renoncent même à ce traitement pour les parasitoses.

Ces crises accélèrent le déclin du cheptel sur les territoires djiboutiens et notamment dans les régions du sud. La capacité à résister des populations en sort fort amoindrie. Ce lent dépérissement du cheptel affecte négativement leurs systèmes productifs. La crise de ces systèmes s'observe par l'insuffisance des produits nomades. En clair, il n'y a pratiquement pas de surplus commercialisable. Au total, 60% des ménages que nous avons vus ne proposent rien aux citadins de passage. Seulement, un cinquième des ménages parviennent à dégager un surplus de lait à commercialiser.

Les données recueillies font ressortir la crise structurelle des systèmes productifs, par l'affaiblissement tant en quantité qu'en qualité du cheptel. Les données pointent donc vers la remise en cause des stratégies d'adaptation traditionnelle.

Des populations de plus en plus contraintes à l'immobilité

La dégradation de l'environnement s'accompagne paradoxalement d'une réduction de la mobilité des nomades, les périodes de transhumances tendant à disparaître.

La réduction de la zone de transhumance

Comme détaillé dans la méthodologie, la stratégie traditionnelle face à la sécheresse est normalement une augmentation de la transhumance de l'ensemble des populations affectées. Cette tendance est notée dans plusieurs régions africaines (Correra et al., 2008). Cette mobilité permet de gérer les tensions climatiques (Thébaud et al., 2014). Notre région ne faisait pas exception donc et les distances que parcouraient les nomades pouvaient être importantes. Désormais, cette pratique de chercher des pâturages de bonne qualité pour contrer une sécheresse ne s'observe pas dans la zone d'étude.

Aucun des éleveurs enquêtés ne dit avoir effectué de telles transhumances. Ils limitent leurs déplacements dans un rayon de 50 km au maximum, mais en réalité à peine une dizaine de kilomètres, restant ainsi dans leur propre région (Tableau 2).

Si jadis « *les nécessités de la transhumance conduisent à des franchissements réguliers de la frontière* » (Découdras, 1987, p. 103), rares sont les nomades qui s'aventurent au-delà de la frontière nationale (0,98 % de notre échantillon) et ce malgré la proximité de celle-ci qui est à moins de 1,5 km des campements dans la zone d'Ali-Sabieh-Assamo. Pourtant la frontière n'est pas une barrière infranchissable, des deux côtés de la frontière, le même groupe ethnique pratique le nomadisme. D'ailleurs, des éleveurs nous signalent que les nomades du côté éthiopien viennent

parfois s'approvisionner en nourriture du côté djiboutien. Le mouvement transfrontalier s'effectue donc dans un seul sens.

Tableau 2 : Zones de transhumance, dans chaque région, destination de la transhumance (%)

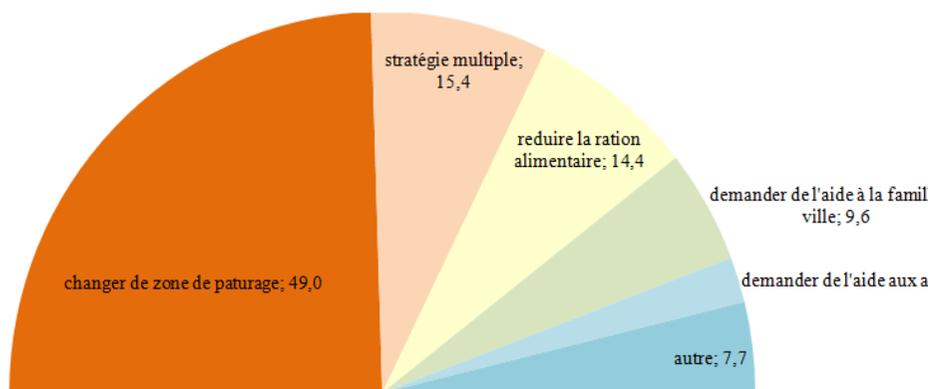
Localisation	Zone de transhumance habituelle	%
Ali-Sabieh	Région d'Ali-Sabieh	90,8
	Arta	4,6
	Éthiopie	1,5
	Pas de réponse	3,1
	Total	100
Arta	Région d'Ali-Sabieh	5,3
	Région d'Arta	73,7
	Arta Ali-Sabieh	5,3
	Arta Ali-Sabieh Dikhil	15,8
	Total	100
Dikhil	Région de Dikhil	56,5
	Ali-Sabieh /Dikhil	17,4
	Région d'Ali-Sabieh	13,0
	Ali-Sabieh /Dikhil /Ethiopie	4,3
	Arta Ali-Sabieh /Dikhil /Éthiopie	4,3
	Dikhil/ Ali-Sabieh	4,3
Total	100	

Source : données de l'enquête (2021-2022)

Ces mouvements, vu les faibles distances impliquées, ne peuvent être assimilés à de la transhumance. La crise climatique pousse les nomades à diminuer la mobilité, appliquant en cela l’adage somali disant « *par temps dur, il vaut mieux s’abriter* ». Plus profondément, en cas de sécheresse, 52 % préfèrent chercher d’autres alternatives que la transhumance, comme la réduction de leur propre ration alimentaire ou la demande de l’aide auprès de la famille ou des institutions publiques (Figure 3). 16% des ménages mettent en place une stratégie plurielle.

La taille du cheptel influe sur la stratégie adoptée en cas de crise. Les éleveurs avec un cheptel important (50 têtes et plus) ont moins recours aux aides et ont moins tendance à réduire leur ration alimentaire en cas de sécheresse (Tableau 3).

Figure 3. Réactions (%) des populations face à une sécheresse



Source : données de l’enquête, 2021-2022

Tableau 3. Stratégies adoptées face à la sécheresse en fonction du cheptel

Taille du Cheptel	Stratégies d’adaptation en fonction de la taille du cheptel						Total
	Réduire la ration	Demander de l’aide (État, famille, ONG)	Pâturage	Plurielles	Autres		
Moins de 20	10,4	18,8	54,2	10,4	6,3	100	
20 – 50	22,7	18,2	36,4	9,1	13,6	100	
50 -100+	9,5	9,5	52,4	18,5	4,8	100	

Source : données de l’enquête, 2021-2022

Dans ces régions donc, les nomades ont développé une forme de « sédentarisation » en limitant leur déplacement dans une zone restreinte et gravitant autour d’une ville ou d’un gros bourg (par exemple Assamo, Ali-Addé ou Mouloud). L’idée que par temps dur, l’immobilité est plus payante, permet d’avancer que la transhumance est d’abord une anticipation dans ces zones et non une réaction dans l’immédiat face à une crise et à condition d’être éloigné d’une ville. La disparition des dromadaires témoigne que cette migration périodique qu’est la transhumance est en perte de vitesse. Sur l’ensemble des de l’échantillon, 80% des familles affirment ne plus posséder de dromadaires et d’ânes, les espèces utilisées pour la logistique lors des transhumances traditionnelles.

L’eau, puissant facteur de fixation des populations

La question de l’eau est en grande partie réglée, mais au prix d’une accentuation de l’immobilité de la part des nomades qui deviennent de plus en plus des semi-nomades en voie de sédentarisation.

Ces populations ont accès gratuitement à l'eau à partir de l'aqueduc¹ Ethiopie-Djibouti. Cet aqueduc, long de 358 km, achemine 20 000 m³ par jour d'eau de l'Éthiopie à Djibouti. Des bornes avec des vannes ont été installées tout au long de cet ouvrage. Les nomades y amènent leurs bêtes et s'approvisionnent eux-mêmes en eau chaque jour. Cet aqueduc est donc un puissant fixateur des populations.

Lorsque les populations sont éloignées de l'aqueduc, elles n'échappent pas à la dépendance - fixation engendrée par l'eau. Dans ces secteurs éloignés, des puits sont aménagés par l'État (cas de la zone de Dhaelo) constituant des points d'attraction. Les puits traditionnels, creusés, près des oueds, par les nomades eux-mêmes, ont disparu. Ils approvisionnent moins de 2 % des familles.

Une fois que le point d'eau permanent crée une aire d'attraction, l'État construit à proximité une école « de brousse ». Elle constitue un investissement sur le long terme pour les familles, elle entre dans la stratégie ancienne qui consistait à placer une personne de la famille en ville. 53 % des familles, de notre étude scolarisent leurs enfants, ce qui renforce le processus de sédentarisation. Pour ceux qui ne scolarisent pas, ce n'est pas par hostilité à l'école (seulement pour 2 %), mais par éloignement de l'école. Cette volonté d'envoyer les enfants à l'école rejoint la politique des autorités. En effet, les services sociaux de l'État et les différentes ONG d'assistance poussent les nomades à scolariser les enfants en conditionnant parfois l'aide à la scolarisation des enfants.

En dépit du rejet de la vie citadine de la plupart des nomades, confirmé par l'enquête, la création de points d'eau et la scolarisation des enfants,

ajoutés au renforcement de l'aridité limitent fortement l'espace de transhumance des populations nomades. D'ailleurs, plus on se trouve à proximité d'une ville, plus l'immobilité s'accroît particulièrement en période de sécheresse. Aucun campement proche de la ville n'admet une transhumance par exemple en Somalie ou en Éthiopie, même si la frontière est proche. Ces facteurs contribuent à l'accroissement de l'immobilité des nomades, alors que la mobilité vers la ville s'accroît. Ce changement des mobilités et des paradigmes des mobilités est de toute évidence une forme d'adaptation face à l'augmentation de l'incertitude (Amsidder et al., 2021).

La proximité des centres urbains : éléments d'attraction

Cette proximité des bourgs et des villes accélère les contacts entre nomades et villes. Quatre personnes interrogées sur cinq déclarent fréquenter la ville proche, celle de leur région. Si l'on analyse plus finement les données de l'enquête en se focalisant sur la plus grande ville du sud (Ali-Sabieh), les campements avec une fréquentation élevée de la ville sont en moyenne à 4,6 km de celle-ci. En revanche, les campements, dont les déplacements en ville sont rares, sont plus éloignés de la ville centre (en moyenne à 13,4 km). Cette proximité est la clé pour comprendre la diffusion des habitudes urbaines dans les campagnes, à commencer par les habitudes alimentaires.

Traditionnellement, « *on ne prend qu'un repas par jour. La nourriture de base est constituée par les produits du troupeau : le lait des chèvres et des dromadaires* » (Découdras, 1987). Dans notre échantillon, moins de 5% des ménages sont restés au seul repas traditionnel. Maintenant, 48 % peuvent se permettre deux repas et 46 % ont même adopté les trois repas

¹ L'aqueduc a été inauguré en 2017, l'eau est fournie gratuitement par l'Éthiopie pour 30 ans.

Source : INSTAD, IPC décembre 2023

quotidiens des habitants de la ville. Les ménages, qui se permettent trois repas, ont deux avantages par rapport aux autres. D’abord, ils avouent avoir bénéficié pour leur majorité (50 %) d’une aide alimentaire. Alors que 26 % des ménages à deux repas sont dans le même cas. Cette aide alimentaire est un catalyseur des changements des comportements alimentaires, puisqu’elle consiste en céréales (riz, farine de blé, pâtes), huile et dattes, soit des produits consommés en ville. Le sorgho traditionnel, devenu trop cher par rapport à ces céréales massivement importées, est désormais consommé par seulement 5% des nomades (Tableau 4).

Ensuite, ce sont des ménages de taille relativement plus réduite que les autres. 30 % de ces familles ont plus de 6 membres, contre 39 % pour les familles à deux repas. Ces familles, relativement proches de la ville, sont aussi celles qui ont la proportion à s’installer en ville la plus forte (38 %), alors que les autres sont plus réticents (28 %).

Quel que soit le nombre de repas, les produits consommés sont identiques à ceux de la ville. Le pays importe 90% de ses besoins.

Tableau 4. Prix des denrées de première nécessité

	Sorgho	Riz	Pâte	Farine blanche
\$US / kg	1,42	0,67	0,71	0,67

Les chefs de ménages (87 %) se rendent donc régulièrement (au moins une fois par mois) en ville pour assurer l’approvisionnement de la famille. Même, la consommation du khat² s’est généralisée à la plupart des adultes masculins comme c’est le cas en ville. Ces changements des modes de consommation, qui ne sont pas limités à l’alimentation, accentuent la dépendance nomade à l’égard de la ville. Comme cette dernière est elle-même dépendante des importations alimentaires, par ricochet les nomades tombent dans cette dépendance envers les marchés mondiaux des produits alimentaires.

Pourtant la majorité ne souhaite pas franchir le pas d’une installation définitive en ville, 67% s’y refusent encore. Cela indique une connaissance aiguë des contraintes urbaines (chômage, accès au foncier). Plus le cheptel est important, moins une famille est tentée par l’exode rural (Tableau 5).

Tableau 5 : Projet d’installation en ville

Taille du cheptel	Désir de s’installer en ville (%)	
	Non	Oui
Moins de 20	55,10	44,60
Plus de 20	80,36	19,64
Seulement + 100	100	0

Source : enquête 2021-2022

²Plante dont les feuilles sont à mâcher pour ses effets euphorisants et stimulants, classée comme stupéfiant par certains pays, mais pas en Afrique de l’Est.

L'on note au contraire des situations de réadmission (4% de notre échantillon), c'est-à-dire des personnes qui se sont installées en ville, mais qui reviennent au campement définitivement.

Une question se pose d'emblée, comme les modes de consommation tendent à ressembler aux modes urbains (dans l'alimentation par exemple) et que parallèlement les productions des nomades baissent du fait même de la sécheresse, comment sont financés les nouveaux besoins ? Les entretiens fournissent à cet égard quelques réponses.

Dépendances ou résiliences des nomades ?

Alors que les populations voient leur système productif décliner, ils adoptent des comportements, de consommation par exemple, propres à la ville. Ces mutations se traduisent par des charges financières supplémentaires pour les ménages ruraux. Parallèlement, la chute des revenus générés par l'élevage contraint ces populations à trouver d'autres sources de revenus. De quelles manières ?

L'aide à la place de la production

Deux formes d'aide ont été notées : publique et privée. La première est fournie par les services sociaux de l'État ou des ONG. Au cours de l'année écoulée, 38,3% des ménages constituant l'échantillon d'étude ont bénéficié d'une telle aide. L'assistance alimentaire persiste. 40,2 % des interlocuteurs ont affirmé qu'ils ont récemment bénéficié d'une distribution d'aide alimentaire. Si auparavant, l'aide fournie par l'État était souvent constituée par des denrées alimentaires, mais aussi des soins vétérinaires, depuis quelques années, cette aide s'effectue aussi, en une subvention sous forme d'une subvention de 30 000 francs par trimestre (soit 56 USD par mois) à chaque foyer.

Cette aide est jugée insuffisante par la plupart des personnes interrogées. D'un côté, cette somme est limitée en comparaison du revenu moyen mensuel en ville, qui est estimé à 295 USD. D'un autre côté, cette subvention équivaut presque au seuil de pauvreté absolue qui n'assure pas les 2115 calories journalières minimales nécessaire à un adulte (Banque mondiale, 2018). Quoiqu'elle ne couvre pas les besoins des populations, elle permet de couvrir les besoins les plus urgents. Cette subvention est donc liée à des choix faits par les autorités comme mesure d'atténuation des crises. Et paradoxalement, elle renforce la dépendance des populations nomades.

L'aide privée est constituée essentiellement par l'apport des membres de la famille installée en ville. Il n'y a que 17,7 % des personnes qui affirment ne recevoir aucune aide de quelque manière qu'elle soit de leur famille installée en ville. Cette assistance familiale prend plusieurs formes (transfert monétaire, soutien alimentaire, accueil temporaire en ville, ...).

Ces aides sont bien à double tranchant. « *Le profil sociologique du broussard, (...) celui d'un assisté* » (Godet et Guedda, 1984) est donc renforcé, d'autant plus que 60% de l'échantillon d'étude ne dégagent pas de surplus à commercialiser. Ces aides accompagnent par conséquent la transition vers une sédentarisation définitive.

Tentatives de diversification du revenu

Comme nous l'avons vu, la majorité des ménages ne génère aucun revenu de leur activité théoriquement principale, l'élevage. Les populations essaient par elles-mêmes d'avoir d'autres revenus. Nous avons noté des chefs de famille qui trouvent un travail journalier en ville ou dans le village proche. Les interactions avec la ville se multiplient. Les nomades les plus avancés dans ce processus se regroupent dans ou près des villages. La

diversification des revenus permet de transférer la garde des petits ruminants aux Ethiopiens-Oromos payés 150 DJF (soit 0,8 USD), par mois et par bête. Les ménages concernés ont non seulement un cheptel limité (pas plus d'une trentaine de bêtes), mais aussi un revenu monétaire supplémentaire à partir des activités en ville.

Même si « aucune véritable initiative tangible et durable pour atténuer les impacts de la sécheresse sur les moyens de subsistance ruraux et pour aider les personnes les plus touchées dans la transition des moyens de subsistance n'a eu lieu » (Daher, 2014 ; p. 153), il y a eu des tentatives de diversifier les productions rurales. L'État, avec l'aide des ONG et institutions internationales, tente depuis un certain temps d'introduire l'agropastoralisme (coupler l'élevage à des cultures) pour soutenir les populations rurales face aux dégradations climatiques.

Le projet Renforcement de la Productivité des Productions végétales et animales à Djibouti (Re. Pro.VA), déployé entre 2018 et 2022, vise à soutenir l'« augmentation des capacités des agro éleveurs ». En dépit des tentatives pour introduire une forme de culture agricole, cette activité reste encore marginale, voire inexistante, dans l'espace que nous avons visité. Comme l'a observé Scoones (2023), les politiques de contrôle ne prennent pas racine ici pas plus qu'ailleurs. Rares sont les populations nomades qui s'aventurent dans la culture de la terre d'une part, pour des raisons culturelles, mais aussi par manque de moyens financiers, techniques et même de connaissances. Un seul chef de ménage a exprimé son désir de développer de parcelles irriguées, mais ne voyait pas exactement comment il pourrait s'y prendre.

Une dépendance non sans risques

Cette dépendance de plus en plus forte à la ville expose les populations enquêtées donc à la moindre crise urbaine. Un exemple concret s'est matérialisé lors de la crise du Covid-19 et le confinement décrété de mars à mai 2020. Une très grande majorité dit ne pas être touchée par la pandémie d'un point de vue sanitaire (personne n'aurait eu dans son entourage un cas de Covid-19). Ils en ont pourtant entendu parler puisque 5 % seulement l'ignorent. Certains lui ont trouvé un nom somali, *Nowrizkaaduunka* que l'on pourrait traduire par maladie mondiale. Une petite minorité (3 %) a même été vaccinée.

C'est le confinement, imposé à la ville et non les effets sanitaires, qui a marqué les esprits. 8 % des enquêtés à Dikhil, 9,8 % à Ali-Sabieh et 10 % à Arta, disent avoir été touchés par le confinement par la réduction du trafic routier qui a automatiquement réduit l'intensité de leurs relations avec la ville. Par exemple, les clients de passage (les automobilistes) ont été peu nombreux. Par ailleurs, la possibilité d'aller s'approvisionner en ville a été sévèrement compromise.

Les perturbations consécutives à la pandémie ont également réduit les flux financiers depuis la ville, ou plutôt repoussé. Ainsi, l'assistance financière de l'État n'a pas pu se faire dans les temps, et ceux qui allaient pour avoir des subsides en ville n'ont pas pu s'y rendre, comme le retraité qui a été dans l'impossibilité d'effectuer ses démarches administratives pour percevoir sa pension. Certains ménages (moins de 4 %) regrettent que le confinement se soit traduit par une difficulté à accéder au service de santé. Le Covid-19 a donc perturbé la vie de ces populations et montré que la stratégie uniquement basée sur la ville est très risquée.

Discussion

Quels enseignements tirer des résultats de l'enquête de terrain sur la condition et l'adaptation des populations nomades ? Il y a bien une amplification du manque d'eau dans ces régions, qui affecte directement les populations nomades. Ces effets, certes notables particulièrement dans la désorganisation du « système traditionnel de transhumance » (Alwan Isse, 2012), sont pourtant à relativiser fortement, car, les chutes des précipitations ne s'observent que depuis les vingt-cinq dernières années. À ce niveau, les personnes interrogées admettent une réduction de la taille du cheptel durant ces années. S'il y a un effet climat plus important sur la mobilité et la survie de ces populations, il doit être recherché dans ce laps de temps par des investigations plus précises.

Le ratio du nombre de bêtes par habitant est intéressant à observer pour appréhender différemment les évolutions du cheptel. Même s'il est difficile de faire une moyenne nationale, nous pouvons nous baser sur le cheptel total estimé et la population rurale (167 000 en 2024 et 138 000 en 2009). Pour 2008 justement, nous avons une estimation du cheptel de 1 200 000 de petits ruminants pour l'ensemble du pays. Cela donne une moyenne plus de huit petits ruminants par personne à l'échelle nationale. Dans notre enquête, en moyenne, une famille possède 21 bêtes (Figure 3). Si nous prenons par habitant, nous avons un ratio de 5,8 bêtes par habitant, soit 27 % de moins que la moyenne nationale. Avec une production de lait de 0,3 l/bête et par jour (Godel et Guedda, 1984, p. 103), pour seulement la moitié de bête en lactation, le troupeau permet de dégager moins de 1 litre de lait par jour et par personne, avec ce cheptel moyen.

En revanche, l'impact de la ville sur ces sociétés est plus profond et plus ancien. En effet, les contacts avec les villes, qui dans notre zone d'étude sont apparus avec la colonisation à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}, ont perturbé les habitudes des nomades. Avec l'intrusion de la modernité symbolisée par les foyers urbains, « les familles se rapprochent de la ville et cherchent à y installer un des leurs, pour avoir un complément de revenu » (Découdras, 1987). Ce processus d'« apprivoisement » des villes, par les nomades, se poursuit clairement. Les populations, qui ont bien répondu au questionnaire, gravitent de plus en plus autour des bourgs ou des petites villes régionales, mais rarement autour de la capitale (Djibouti même). Cette dernière reste l'ultime point de chute après une sédentarisation effective dans leur région.

La transhumance y est donc, sans paradoxe aucun, résiduelle pour des populations qui se déclarent pourtant nomades. Ici aussi, « les mouvements des pasteurs autour de leur terroir d'attache (...) sont désormais de plus faible amplitude que par le passé » (Jacquemot, 2023). Cette croissance de l'immobilité ne va pas de pair avec un développement d'autres formes d'activité économique comme l'artisanat ou l'agropastoralisme. Pourtant, notre enquête montre que l'élevage extensif est tout au plus une source de revenus complémentaire et non principale.

Dans cette enquête, les facteurs qui poussent les populations nomades à se mettre dans l'orbite d'une ville, décrits pour les pays de l'Afrique de l'Est (Fraklin, 2013), notamment l'intérêt de la ville dans la diversification des revenus, ressortent. Pourtant, ce n'est pas l'amélioration de leur système de production en lien avec la ville, pointé par Fraklin (2013), qui est enjeu dans nos contrées, du fait même que ce système dans l'espace géographique étudié a largement périclité. Ce qui compte est plutôt l'acquisition de nouvelles formes de revenu monétaire à travers diverses

aides provenant de la ville. Ces aides ont également eu les effets pervers d'inciter à la sédentarisation en des lieux inappropriés (Mohamed, 2006), elles sont pourtant nécessaires dans l'accompagnement long de ces populations vers la sédentarisation en ville. Ainsi ces populations ne sont pas encore dans des logiques d'affrontement avec l'autorité, comme Jacquemot (2023) l'indique dans d'autres contrées de pasteurs, mais plus dans une volonté de tirer des avantages divers de la ville proche.

Cette attraction des milieux urbains, si ancienne soit-elle, n'a pas encore éradiqué ce mode de vie, déjouant la prophétie de Découdras, dès 1987, affirmant que « *dans une vingtaine d'années, la totalité de la population de la jeune République vivra en ville* ». Près de quarante ans après, cette prédiction, la disparition de la vie nomade, n'est pas observée, et ce malgré une situation climatique bien plus dégradée. Au contraire, la forte présence de ces populations, aujourd'hui, dans les trois régions étudiées interroge donc. Non seulement ces populations ont adapté tant leur cheptel que leur mobilité à l'augmentation de l'incertitude, conformément à des comportements relevés chez des pasteurs (Scoones, 2023), mais deux autres éléments explicatifs tirés de cette recherche peuvent être avancés.

La première explication de la forte persistance de ces populations, dans ces campagnes, est les migrations transfrontalières. Les populations nomades du côté éthiopien de la frontière, ethniquement et culturellement identiques que celles des campagnes de Djibouti, subissent l'influence de la partie djiboutienne. Elles viennent donc s'y approvisionner. Finissent-elles par finir à s'y fixer ? Une explication à creuser.

L'autre facteur rendant compte de la persistance de ce mode de vie, c'est la connaissance aigüe de la ville et de ses contraintes qu'ont acquise ces populations dans leurs interactions avec cet objet spatial. Cette connaissance explique bien la forte réticence de ses populations à

s'installer définitivement dans la ville proche. 60% à 94 % des sondés selon les régions n'ont pas émis un désir de migrer définitivement en ville. Au contraire, nous avons rencontré deux cas de personnes en « exode urbain ». Après une expérience longue en ville, ils préfèrent réintégrer leur milieu d'origine.

Il y a donc clairement un entre-deux qui s'installe dans les mentalités que le comportement d'évitement et d'attraction de la ville trahit. Quelle évolution possible du pastoralisme au vu des tendances à l'œuvre dans les mondes nomades ? Le scénario le plus probablement est l'absorption progressive de ces populations par les villes (qui sont de toute façon peuplées totalement par d'anciens nomades). Cette évolution ne se traduira pourtant pas par la disparition ce type de population, à cause de la pression démographique et des nomades qui viennent des pays voisins.

Conclusion

Les changements climatiques ont de grandes répercussions sur les populations nomades qui poursuivent des modes d'existence dépendants de l'environnement. Ces populations vivent déjà dans un environnement hostile où la pluviométrie est très limitée (région aride) : leurs adaptations traditionnelles basées sur de la transhumance et l'élevage extensif de petits ruminants ne sont plus suffisantes dans les conditions environnementales actuelles.

Les nomades ont franchi un seuil de rupture par la disparition progressive de leur système productif. Cette rupture est favorisée par les interactions avec la ville. D'ailleurs, elle s'observe dans la réduction de leur mobilité, en restreignant leur déplacement à proximité des zones urbaines. Le milieu

aride, l'influence urbaine, et les mutations sociales (comme la scolarisation des enfants, l'aide sociale) tendent à accroître la dépendance des pasteurs tout en supprimant les grandes transhumances.

Bien que les habitudes alimentaires évoluent vers celles de la ville et que la transhumance sur des longues distances se fasse de plus en plus rare, voire inexistante, pour autant les populations nomades n'ont pas périclité dans une vie sédentaire. Elles s'enferment donc dans une forme de pastoralisme d'attente ou de passage décrit par Bonfiglioli (1990). Elles restent encore à la campagne presque par défaut, en liant leur survie à la ville.

Cette adaptation qui base sa stratégie de survie sur la ville les fait rentrer dans une dépendance accrue vis-à-vis des acteurs de la ville. Rejoignant les observations de Daher (2014) à propos de Dikhil, la dégradation de l'environnement, et l'insertion dans l'économie monétaire de la ville se conjuguent pour accroître la vulnérabilité par le développement d'une forme d'assistanat, dont ils sont de plus en plus captifs. Mais l'assistanat n'est qu'une de multiple forme de diversification de leur revenu.

Comme, il est illusoire, dans les conditions actuelles, d'un retour à l'ordre ancien, il faudra aussi s'attendre au développement de « pathologies » propres à la ville dans la mesure où ces nomades ont adopté les modes de consommations urbaines tout en réduisant leur mobilité. Même si la pluviométrie a légèrement augmenté 2022-2023, la région structurellement aride. La sécheresse de 2023-2024 en témoigne. La question qui se pose est le type d'élevage extensif possible et plus largement le type de production économique envisageable encore dans ces contrées.

Remerciements

Grâce au concours du professeur Nathalie PEUTZ (NYU AD), cette recherche a été menée avec le financement du *Social Science Research Council (SSRC) Transregional Collaboratory on the Indian Ocean Planning Grant*.

Références

- Alawan Isse A, 2012. [État des modes de vies des éleveurs face aux changements climatiques à Djibouti](#). Thèse de doctorat, université de Dakar.
- Amsidder L, Alary V, Sraïri MT, 2021. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0140196321000677>. *Journal of Arid Environments*, 189(3) :104501.
- Banque mondiale, 2018. [Résultats de la quatrième enquête djiboutienne auprès des ménages pour les indicateurs sociaux](#) (EDAM4-IS).
- Bonfiglioli AM, 1990. [Pastoralisme, agro-pastoralisme et retour : itinéraires sahéliens](#). *Cahiers des Sciences Humaines*, 26(1-2): 255-266.
- Bourn D, 2003. [Draft guidelines on the enumeration of nomadic and semi-nomadic \(transhumant\) livestock](#). Rapport.
- César J, 1994. Gestion et aménagement de l'espace pastoral. In Blanc-Pamard C, et Boutra J (Eds.), [Dynamique des systèmes agraires. A la croisée des parcours : Pasteurs, éleveurs, cultivateurs](#), pp. 111-145. ORSTOM : Paris

- Checchi F, Robinson C, 2013. [Mortality among populations of southern and central Somalia affected by severe food insecurity and famine during 2010-2012](#). Rapport FAO-FEWSNET, 87 p, Rome, Washington.
- Correra A, Lefeuvre J-C, Faye B, 2008. [Organisation spatiale et stratégie d'adaptation des nomades du parc national du Banc d'Arguin à la sécheresse](#). *Sécheresse*, 19 (4) : 245-51.
- Daher AA, 2014. [The making of hazard: a social-environmental explanation of vulnerability to drought in Djibouti](#). Thèse de doctorat, King's College, London.
- Découdras PM, 1987. [Occupation de l'espace périphérique de la ville de Djibouti : évolution des genres de vie traditionnels et sédentarisation des pasteurs nomades](#). *Cahiers d'outre-mer*, 158 : 93-126.
- Fraklin E, 2013. [Seeking alternative livelihoods in pastoral areas](#). In Cattley A, Lin J, Scoones I (Eds), *Pastoralism and development in Africa*, . Routledge, pp. 197-205.
- Godet J, Guedda M, 1984. Le pastoralisme en République de Djibouti : données générales. *Production pastorale et société*, 15.
- Jacquemot P, 2023. [Le pastoralisme en Afrique : un mode d'existence en péril](#). Rapport d'étude 4-2023. Fondation Jean-Jaurès Edition.
- JICA, 2014. [Étude du schéma directeur pour l'irrigation et l'agriculture durable dans la zone sud du Djibouti](#). JICA, 283 p.
- Hoyt I, Nour-Ayeh M, Al-Sarihi A, Al-Rousan D, Muez A, Peutz N, Young A, 2022. [Possibilities and Constraints of Collaborative Research in the Red Sea Arena during Covid-19](#). Items: Insights from the Social Sciences. Social Science Research Council, March 29.
- Langlois M (dir.), 2014. [Approche globale et Union européenne : le cas de la Corne de l'Afrique](#). Étude de l'IRSEM.
- Mohamed N, 2006, [Pastoralism as a Conservation Strategy and Contributing Towards Livelihood Security and Improvement](#). Rapport UNDP.
- Nour Ayeh M, Sougueh LA, 2017. [L'indice de chaleur pour évaluer la pénibilité du climat des régions arides côtières, le cas de Djibouti](#). Association Internationale de Climatologie, 30eme colloque, Sfax.
- Nour Ayeh M, 2019. [La dynamique des températures et ses risques pour les populations de Djibouti dans le contexte du réchauffement global](#), NAAJ. *Revue africaine sur les changements climatiques et les énergies renouvelables*, 1(1) : 137-155.
- Omar Ali B, 2021. *Risques naturels et développement en Afrique de l'Est (région de l'IGAD)*. L'Harmattan, 461 p.
- Ozer P, Ayan M, 2013. [Recent Extreme Precipitation and Temperature Changes in Djibouti City \(1966–2011\)](#). *Journal of Climatology*, 928501.
- Scoones I, 2023. [Confronting Uncertainties in Pastoral Areas Transforming Development from Control to Care](#). *Social Anthropology*, 31(4):1-19.
- Thébaud B, Corniaux C, François A, Powel A, 2017. [Étude sur la transhumance au Sahel \(2014-2017\). Dix constats sur la mobilité du bétail en Afrique de l'Ouest](#). Acting for life, Cirad.